

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT
DE LA SALUBRITE URBAINE
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

DIRECTION GENERALE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME NATIONAL CHANGEMENT CLIMATIQUE

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE
Union – Discipline – Travail



11111 153

N°/Réf : /MINESUDD/DGE/PCC/ka

Abidjan le, 17 JUN 2014

A

Monsieur Mario Boccucci
Secrétaire Exécutif de l'ONU-REDD
GENEVE

Objet : Requête de la Côte d'Ivoire pour un appui ciblé FAO

Monsieur le Secrétaire Exécutif,

Depuis 2010, la Côte d'Ivoire est engagée dans le processus REDD+ et est membre du programme ONU-REDD qui est une plateforme collaborative des Nations Unies dont fait partie la FAO.

Dans l'évolution du processus REDD+, le gouvernement ivoirien a pris un Décret portant création, organisation et fonctionnement de la Commission Nationale pour la REDD+ (CN-REDD+) (Décret 2012-1049 du 24 Octobre 2012) comprenant un Comité National, un Comité Interministériel et un Secrétariat Exécutif Permanent.

Lors de la révision du R-PP par les parties prenantes à la REDD+, il a été relevé des problèmes qui pourraient plus tard entraver le bon fonctionnement des différents organes. Aussi pour une mise en œuvre très prochainement des activités de préparation à la REDD+ serait-il primordial de modifier le Décret portant création, organisation et fonctionnement de la Commission Nationale pour la REDD+ afin de finaliser les réformes institutionnelles nécessaires au bon fonctionnement du processus REDD+ en Côte d'Ivoire.

En vue d'améliorer ledit décret et de rendre opérationnels les organes de gestion de la REDD+ pour une mise en œuvre efficace du mécanisme REDD+ et d'analyser le cadre juridique ivoirien lié à la mise en œuvre de la REDD+, la Côte d'Ivoire fait une requête d'un appui ciblé FAO d'un montant de 90 000 USD.

Les détails de cet appui ciblé et les activités concernées sont énumérées dans le tableau, ci-après :

Activités	Résultats	Période d'exécution	Budget (USD)
Engagement de consultations avec les parties prenantes appropriées, incluant les responsables juridiques et techniques des différents Ministères (Agriculture, Mines et énergies, Eaux et Forêts, Environnement, Justice, Economie), pour formuler des révisions au Décret concernant la répartition des rôles institutionnels au sein de la CN-REDD, du SEP/REDD+ et du Conseil Interministériel	1. Adoption des modifications faites au Décret portant création, organisation et fonctionnement de la Commission Nationale pour la REDD+ sont adoptées 2. Le décret est validé par toutes les parties prenantes	Juillet- Octobre 2014	48 000
Analyse du cadre juridique ivoirien lié à la mise en œuvre de la REDD+, incluant les cadres légaux et réglementaires forestier et foncier, et recommandation de pistes d'amélioration du cadre juridique forestier en vue de la mise en œuvre de la REDD+	le cadre juridique ivoirien lié à la mise en œuvre de la REDD+, incluant les cadres légaux et réglementaires forestier et foncier est analysé et des pistes d'amélioration du cadre juridique forestier en vue de la mise en œuvre de la REDD+ sont proposées	Juillet 2014 Janvier 2015	36 000
Facilitation du processus consultatif sur une feuille de route juridique	les actions à entreprendre pour la mise en place d'un cadre juridique favorable à la mise en œuvre de la REDD+ sont identifiées sur une feuille bien élaborée	Février 2015	6 000
TOTAL			90 000

Dans l'espoir d'une suite favorable à la présente requête, je vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire Exécutif, l'expression de ma sincère gratitude.

Point Focal National REDD+
Coordonnateur National Changement Climatique
Gouvernement de Côte d'Ivoire

Copie:

- Caroline DEVIT (FAO Afrique, ONU-REDD)
- Antoinette ZIEHI (FAO Côte d'Ivoire)



Marcel YAO

DIRECTION GENERALE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME NATIONAL CHANGEMENT CLIMATIQUE



N°/Réf : 1111 055 /MINESUDD/DGE/PCC/ka

Abidjan le, 17 JUN 2014

A

Monsieur Mario Boccucci
Secrétaire Exécutif de l'ONU-REDD
GENEVE

Objet : Requête de la Côte d'Ivoire pour un appui ciblé PNUE

Monsieur le Secrétaire Exécutif,

Depuis 2010, la Côte d'Ivoire est engagée dans le processus REDD+ et est membre du programme ONU-REDD qui est une plateforme collaborative des Nations Unies dont fait partie le PNUE.

Pour sa préparation à la REDD+, la Côte d'Ivoire envisage mettre en place un système national de Paiements pour Services Environnementaux (PSE) dans le domaine de l'agriculture.

En effet, en Côte d'Ivoire, l'agriculture est l'un des secteurs d'activités les plus importants et qui implique une grande part de la population active. Cependant, cette agriculture a recours à des modes de production qui n'intègrent pas suffisamment les questions de durabilité, ce qui risque de mettre en péril l'ensemble des ressources naturelles dans les années à venir. Les PSE, qui constituent un mécanisme d'incitation de pratiques agricoles plus durables et de promotion d'une économie verte, pourraient permettre de rendre notre agriculture plus durable.

Ainsi, le Gouvernement ivoirien projette tenir compte des PSE dans sa Stratégie nationale REDD+. L'enjeu est de réussir à valoriser les services de séquestration du carbone rendus par les petites agricultures familiales, afin de les faire bénéficier de revenus substantiels et de contribuer à la lutte contre la déforestation et la dégradation des forêts.

Dans ce cadre, la Côte d'Ivoire fait une requête d'un appui ciblé PNUE d'un montant de 60 000 USD en vue de :

- 1) évaluer le potentiel d'élaboration d'un système national de Paiements pour Services Environnementaux (PSE) à travers la réalisation d'une étude de faisabilité ;

- 2) Renforcer les capacités nationales sur les PSE et l'agriculture – à travers un atelier de diffusion des conclusions de l'étude avec des parties prenantes clés ;
- 3) Entamer un débat au sein du gouvernement sur les prochaines étapes à suivre pour l'élaboration d'un système national PSE en coordination avec la mise en œuvre de la REDD+.

Les détails de cet appui ciblé et les activités concernées sont énumérées dans le tableau, ci-après :

Activités	Résultats	Période d'exécution	Budget (USD)
Etude de faisabilité sur un Système national de Paiements pour services environnementaux (PSE)	1. Etude de faisabilité sur un Système national PSE en Côte d'Ivoire réalisé 2. Plan d'action avec une feuille de route et des recommandations sur les actions à entreprendre pour la mise en œuvre du PSE	Juillet-Décembre 2014	33 000
Sensibilisation et consultation des parties prenantes	Toutes les parties prenantes clés sont mobilisées autour du PSE et de la REDD+	Juillet 2014-Février 2015	27 000
TOTAL			60 000

Dans l'espoir d'une suite favorable à la présente requête, je vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire Exécutif, l'expression de ma sincère gratitude.

Copie:

- Thais NARCISO (PNUE Afrique, ONU-REDD)

Point Focal National REDD+
 Coordonnateur National Changement Climatique
 Gouvernement de Côte d'Ivoire



Le Coordonnateur
 Ministère de l'Environnement, de la Salubrité Urbaine et du Développement Durable

Marcel YAO



1111 45 41

N°/Réf : _____/MINESUDD/DGE/PCC/ka

Abidjan le, 17 JUN 2014

A

Monsieur Mario Boccucci
Secrétaire Exécutif de l'ONU-REDD
GENEVE

Objet : Requête de la Côte d'Ivoire pour un appui ciblé PNUE

Monsieur le Secrétaire Exécutif,

La Côte d'Ivoire est engagée depuis 2010 dans le processus REDD+ et est membre du programme ONU-REDD qui est une plateforme collaborative des trois agences des Nations Unies dont fait partie le PNUE. L'Etat de Côte d'Ivoire à travers la Coordination Nationale REDD+ (CN-REDD) a entrepris depuis octobre 2012 des activités d'informations, de sensibilisation et de consultation des parties prenantes à la REDD+. Cependant, le secteur privé partie prenante importante pour la réussite du mécanisme n'a pas été suffisamment informé, sensibilisé et consulté.

En effet, ayant fait le constat que les activités d'information et de sensibilisation à la REDD+ intéressaient très peu d'acteurs du secteur privé et particulièrement ceux des domaines agricole, forestier et minier, principaux agents de la déforestation, la Coordination Nationale REDD+ avec l'appui financier de l'UE/EFI a réalisé une étude coûts/bénéfices de la REDD+ en Côte d'Ivoire en vue d'une prise en compte des intérêts économiques du secteur privé dans la future stratégie. Les résultats de l'étude sont disponibles et serviront d'arguments solides lors des ateliers de sensibilisation prévu en 2014 avec financement UE/EFI.

En appui aux actions de l'UE/EFI, il serait judicieux de :

- renforcer les capacités du secteur privé en matière de REDD+ ;
- présenter les opportunités d'investissement dans la REDD+ en Côte d'Ivoire ;
- faire une analyse générale du potentiel du secteur financier ivoirien à fournir un financement pour les investissements REDD+.

En vue d'une implication réelle et efficace du secteur privé ivoirien dans le mécanisme REDD+ et pour son engagement futur, la Côte d'Ivoire fait une requête d'un appui ciblé PNUE d'un montant de 80 000 USD pour la réalisation des activités dont les détails sont énumérés dans le tableau, ci-après :

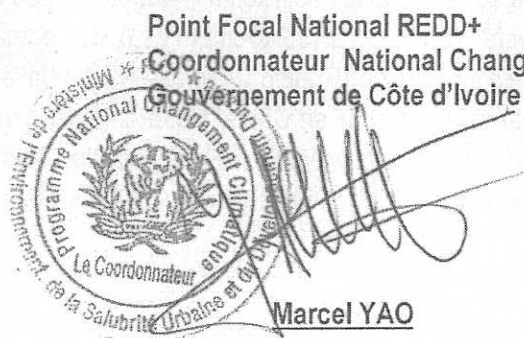
Activités	Résultats	Période d'exécution	Budget (USD)
Renforcer les capacités du secteur privé en matière de REDD+.	L'engagement des entreprises privées agroalimentaire et forestière dans la REDD+ en Côte d'Ivoire est suscité.	Juillet – Décembre 2014	16 000
Etude analytique opportunités d'investissement dans la REDD+ en Côte d'Ivoire et du potentiel du secteur financier ivoirien à fournir un financement pour les investissements REDD+.	1. Les opportunités d'investissement dans la REDD+ en Côte d'Ivoire sont identifiées. 2. Les potentialités du secteur financier ivoirien à investir dans la REDD+ sont définies.	Juillet 2014- Février 2015	64 000
TOTAL			80 000

Dans l'espoir d'une suite favorable à la présente requête, je vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire Exécutif, l'expression de ma sincère gratitude.

Copie:

- Thais NARCISO
(PNUE Afrique, ONU-REDD)

Point Focal National REDD+
Coordonnateur National Changement Climatique
Gouvernement de Côte d'Ivoire



Le Coordonnateur en chef
Ministère de l'Environnement, de la Salubrité Urbaine et du Développement Durable

Marcel YAO